



Arrest

nr. 157 740 van 4 december 2015
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie
en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIE KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Algerijnse nationaliteit te zijn, op 1 september 2015 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 17 augustus 2015 tot afgifte van een inreisverbod.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 7 oktober 2015, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 6 november 2015.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken S. DE MUYLDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat M. KALIN, die loco advocaat H. DOTREPPE verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat M. DUBOIS, die loco advocaat E. MATTERNE verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Op 17 augustus 2015 wordt de verzoekende partij een inreisverbod gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

"(...) Aan de heer / mevrouw(1), die verklaart te heten(1):

(..)

In voorkomend geval/le cas échéant ALIAS:

wordt inreisverbod voor 2 jaar opgelegd,

une interdiction d'entrée d'une durée de 2 ans est imposée,

voor het grondgebied van België, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten voile toepassen(2), tenzij hij beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

sur le territoire belge ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen(2), sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre.

De beslissing tot verwijdering van 17.08.2015 gaat gepaard met dit inreisverbod. / Aan de betrokkene werd een beslissing tot verwijdering betekend op.....

La décision d'éloignement du 17.08.2015 est assortie de cette interdiction d'entrée. / Une décision d'éloignement a été notifiée à l'intéressé(e) le

REDEN VAN DE BESLISSING:

Het inreisverbod wordt afgegeven in toepassing van het hierna vermelde artikel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en op grond van volgende feiten:

Artikel 74/11, §1, tweede lid, de beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod omdat:

■ 1° voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan

De betrokkene moet opgesloten worden want er bestaat een risico op onderduiken:

Betrokkene heeft zich niet aangemeld bij de Belgische autoriteiten om zijn aanwezigheid te melden.

Het is daarom dat een inreisverbod van 2 jaar wordt opgelegd

Om de volgende reden(en) gaat het bevel gepaard met een inreisverbod van twee jaar:

Artikel 74/11, §1, tweede lid:

■ voor het vrijwillig vertrek is geen enkele termijn toegestaan

Betrokkene heeft niet getwijfeld om op illegale wijze in België te verblijven. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel (...)"

2. Onderzoek van het beroep

2.1. De verzoekende partij betoogt in haar verzoekschrift als volgt :

"(...) Pris de la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et des articles 7, 74/11 et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 3 et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, de l'article 41 de la charte des droits fondamentaux de l'union européenne, des articles deux et 15 de la directive 2008/115/ CE ainsi que du principe général de bonne administration , du contradictoire, de l'erreur manifeste d'appréciation et de la proportionnalité.

Premier grief

Attendu que le Conseil d'Etat estime de manière constante que le contrôle de la légalité d'un acte s'entend également de celui de la proportionnalité de la décision;

Attendu que la jurisprudence constante du Conseil du Contentieux des Etrangers contraint l'administration à prendre en compte dans sa décision tous les éléments pertinents qui sont en sa possession au moment du traitement (« Le Conseil entend rappeler tout d'abord que la légalité d'un acte doit s'apprécier en fonction des documents dont disposait la partie défenderesse au moment où elle a statué... » CCE, arrêt n°27.944 du 28.05.2009).

L'article 41 de la charte consacre le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qu'il affecterait défavorablement ne soit pris à son encontre ;

Les considérants 11 et 13 de la directive 2008/115 énoncent:

«(11) Il y a lieu d'arrêter un ensemble commun minimal de garanties juridiques, applicables aux décisions liées au retour, afin d'assurer une protection efficace des intérêts des personnes concernées. [...]

[...]

(13) Il convient de subordonner expressément le recours à des mesures coercitives au respect des principes de proportionnalité et d'efficacité en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis. [...] Les États membres devraient pouvoir avoir recours à différentes possibilités pour contrôler le retour forcé.

[...]

Attendu que l'article 1^{er} de la directive 2008/115 prévoit:

«La présente directive fixe les normes et procédures communes à appliquer dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, conformément aux droits fondamentaux en tant que principes généraux du droit communautaire ainsi qu'au droit international, y compris aux obligations en matière de protection des réfugiés et de droits de l'homme.»

Que l'article 2 de la directive 2008/115 dispose:

«1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre. [...]»

Attendu qu'en l'espèce, les faits de la cause relèvent du champ d'application de la directive 2008/115 mais également de l'article 41, paragraphe 2, de la [Charte],

En l'espèce, il est évident que les droits de la défense de la partie requérante ont été violés, du fait que la partie requérante n'a pas été régulièrement entendue préalablement aux décisions d'ordre de quitter le territoire, de maintien et d'interdiction d'entrée ;

La partie adverse viole le principe général du respect des droits de la défense et porte atteinte aux intérêts du requérant tels qu'ils lui sont reconnus par les articles l'article 41 de la charte ;

Selon une jurisprudence constante, les droits de la défense, qui comportent le droit d'être entendu et le droit d'accès au dossier, figurent au nombre des droits fondamentaux faisant partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union et consacrés par la Charte (voir, en ce sens, arrêt du 18 juillet 2013, *Commission e.a./Kadi*, C-584/10 P, C-593/10 P et C-595/10 P, non encore publié au Recueil, points 98 et 99 ainsi que jurisprudence citée). Il est vrai également que le respect de ces droits s'impose même lorsque la réglementation applicable ne prévoit pas expressément une telle formalité (voir, en ce sens, arrêt du 22 novembre 2012, *M.*, C-277/11, non encore publié au Recueil, point 86 et jurisprudence citée).

Si la Cour a toutefois déjà considéré que les droits fondamentaux, tels que le respect des droits de la défense, peuvent comporter des restrictions, celles-ci doivent effectivement répondre à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne pas constituer, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même des droits ainsi garantis (arrêt du 15 juin 2006, *Dokter e.a.*, C-28/05, Rec. p. 1-5431, point 75) ; en l'espèce, la seule justification de la décision entreprise tient dans la circonstance prétendue que l'intéressé n'aurait pas déclaré sa présence sur le territoire aux autorités ;

la partie adverse n'invoque dans sa motivation aucun objectif d'intérêt général qui permettrait de déroger au respect des droits de la défense du requérant et qui permettrait de justifier que le requérant se soit vu priver de son droit d'être entendu préalablement à la mesure d'éloignement, d'enfermement et d'interdiction d'entrée qui lui est opposée ;

L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union. Lorsque, comme en l'espèce, ni les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect des droits de la défense des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, ni les conséquences de la méconnaissance de ces droits ne sont fixées par le droit de l'Union, ces conditions et ces conséquences relèvent du droit national pour autant que les mesures arrêtées en ce sens sont du même ordre que celles dont bénéficient les particuliers dans des situations de droit national comparables (principe de l'équivalence) et qu'elles ne rendent pas en pratique impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par l'ordre juridique de l'Union (principe d'effectivité) (voir en ce sens, notamment, arrêts du 18 décembre 2008, *Sopropé*, C-349/07, Rec. p. 1-10369, point 38, ainsi que du 19 mai 2011, *Iaia e.a.*, C-452/09, Rec. p. 1-4043, point 16).

La partie adverse a violé les dispositions visées au moyen ;

Second grief

Attendu que l'Etat où se trouve l'étranger qui fait valoir des griefs défendables doit prendre en considération la situation du pays vers lequel il est susceptible d'être renvoyé (ou d'être contraint de retourner), sa législation, et le cas échéant, les assurances de celui-ci, afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'éléments suffisamment concrets et déterminants permettant de conclure qu'il y risquerait un sort interdit par l'article 3 (C.E.S.D.H., 7 mars 2000, *T.I./Royaume uni*) ;

Que la partie adverse ne se prononce pas sur la situation actuelle de l'Algérie ;

Que cette obligation est à mettre en parallèle avec l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 qui impose au ministre en cas d'éloignement, de tenir compte de la situation familiale et de l'état de santé de l'intéressé ;

Qu'il n'apparaît pas dans la décision entreprise, que le ministre a pris en compte la situation familiale et l'état de santé de l'intéressé (ce dernier n'a même pas été entendu, ainsi qu'il a été développé dans le premier grief) ;

Que la partie adverse devait, avant de renvoyer le requérant en Algérie :

- se renseigner sur la situation existante en Algérie à l'heure actuelle, ce qu'elle n'a pas fait ;
- s'informer sur la situation familiale du requérant
- s'informer sur l'état de santé du requérant

Que la partie adverse n'a donc pas respecté les obligations qui lui sont imposées par l'article trois de la Convention européenne des droits de l'homme par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 en sorte que ces dispositions sont violées.

*Que la partie adverse n'a pas statué en s'entourant de tous les éléments à sa disposition ;
Qu'en l'espèce, la décision entreprise viole l'article 3, les obligations qui en découlent telle qu'ici décrites
n'étant pas respectées ;*

Que l'article 3 de la CEDH dispose que « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ». Cette disposition consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants quels que soient les circonstances et les agissements de la victime (jurisprudence constante: voir p.ex. Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 218). La Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un Etat contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence; adde Cour EDH 26 avril 2005, § 66).

Que pour apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. A cet égard, la Cour EDH a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de la partie requérante dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas de la partie requérante (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 78; Cour EDH 28 février 2008, Saadi / Italie, §§ 128-129 ; Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, § 108 in fine).

Qu'en ce qui concerne l'examen de la situation générale dans un pays, la Cour EDH attache souvent de l'importance aux informations contenues dans les rapports récents provenant d'organisations internationales indépendantes de défense des droits de l'homme telles qu'Amnesty International, ou de sources gouvernementales (voir p.ex. : Cour EDH 21 janvier 2011. M.S.S./Belgique et Grèce, §§ 347 et 348 ; Cour EDH 5 juillet 2005, Sa id/Pays Bas, § 54 ; Cour EDH 26 avril 2005, Miislim/Turquie, § 67 ; Cour EDH 15 novembre 1996, Chahal/Royaume-Uni, §§ 99 et 100). En même temps, la Cour EDH a considéré qu'une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 de la CEDH (voir Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, § 111) et que, lorsque les sources dont elle dispose décrivent une situation générale, les allégations spécifiques d'un requérant dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 79 ; Cour EDH 28 février 2008, Saadi/Italie, § 131 ; Cour EDH 4 février 2005, Mamatkulov and Askarov/ Turquie, § 73 ; Cour EDH 26 avril 2005, Miislim/ Turquie, § 68).

Attendu toutefois qu' il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH qu'exceptionnellement, dans les affaires où un requérant allègue faire partie d'un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements, la protection de l'article 3 de la CEDH entre en jeu lorsque la partie requérante démontre qu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire à l'existence de la pratique en question et à son appartenance au groupe visé (voir Cour EDH 28 février 2008, Saadi/Italie, § 132). En pareilles circonstances, la Cour EDH n'exige pas que la partie requérante établisse l'existence d'autres caractéristiques particulières qui la distingueraient personnellement si cela devait rendre illusoire la protection offerte par l'article 3 de la CEDH. Ceci sera déterminé à la lumière du récit de la partie requérante et des informations disponibles sur le pays de destination pour ce qui est du groupe en question (voir : Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 80 ; Cour EDH 23 mai 2007, Salah Sheekh/Pays-Bas, § 148).

Qu'en ce qui concerne l'examen des circonstances propres au cas de la partie requérante, la Cour EDH a jugé que le risque invoqué présente un caractère individualisé dès lors qu'il s'avère suffisamment concret et probable (voir Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 359 in fine).

Qu'en ce qui concerne tant la situation générale dans un pays que les circonstances propres au cas de la partie requérante, celle-ci doit disposer de la possibilité matérielle de faire valoir en temps utile lesdites circonstances (voir Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 366). Dans ce cas, l'existence d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH doit être évaluée en fonction des circonstances dont la partie défenderesse avait ou devait avoir connaissance au moment de la décision attaquée (voir mutatis mutandis: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 81 ; Cour EDH 20 mars 1991, Cruz Varas et autres/Suède, §§ 75-76 ; Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, § 107).

Que la partie défenderesse doit se livrer à un examen aussi rigoureux que possible des éléments indiquant l'existence d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH (Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, §§ 293 et 388) .

Qu'en l'espèce, la Cour européenne des droits de l'homme considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts Soering du 7 juillet 1989 et Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitlunga /Belgique du 12 octobre 2006), que « Pour tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime » ; (...)"

Troisième grief

L'article 74/11, §1, alinéa premier, de la loi du 15 décembre 1980 stipule que la durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

Le délégué de la Secrétaire d'Etat a agi de façon manifestement déraisonnable en infligeant une interdiction d'entrée pour une durée de deux ans sans aucun examen ni motivation concernant les circonstances spécifiques du cas (CCE 19 février 2014, n° 119 120) ; en effet, la circonstance d'avoir résidé illégalement sur le territoire belge et « l'intérêt du contrôle de l'immigration » sans plus d'explications, ne peut constituer une motivation spécifique du cas, mais doivent être entendu comme une motivation stéréotypée, générale, qui peut s'appliquer à toute personne ne se trouvant pas nécessairement dans la situation du requérant ;

La partie adverse n'a donc pas examiné des circonstances spécifiques du cas du requérant. Ainsi qu'il a été expliqué dans le premier grief, le requérant n'a même pas été entendu préalablement la prise de cette décision est dans la mesure où la partie adverse estime n'avoir jamais eu connaissance de la présence du requérant Belgique, elle ne disposait donc d'aucun élément dans le dossier administratif lui permettant d'évaluer la situation personnelle du requérant, d'où l'importance, comme il a été développé dans le premier grief, d'avoir entendu le requérant ;

C'est donc également un élément de la violation des droits de la défense du requérant, qui, s'il avait été entendu, auraient pu expliquer les circonstances de sa présence en Belgique et aboutir, le cas échéant, à une décision différente quant à l'interdiction d'entrée ;

L'article 74/11, §1, alinéa premier, de la loi du 15 décembre 1980 stipule que la durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. L'examen des pièces figurant au dossier administratif révèle toutefois que le requérant n'a pas eu l'occasion de faire valoir, conformément à l'article 41 de la charte, les éléments ayant trait à sa situation personnelle. Il ne ressort toutefois ni de la motivation de l'acte attaqué, ni du dossier administratif, que la partie défenderesse a tenu compte de ces éléments pour fixer la durée de l'interdiction d'entrée.

Compte tenu de la portée importante d'une interdiction d'entrée dans le Royaume d'une durée de trois ans, la partie défenderesse n'a pas respecté l'obligation de prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause (CCE 20 janvier 2014, n° 117 188). (...)"

2.2. De in de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen neergelegde uitdrukkelijke motiveringsplicht heeft tot doel de bestuurde, zelfs wanneer een beslissing niet is aangevochten, in kennis te stellen van de redenen waarom de administratieve overheid ze heeft genomen, zodat kan worden beoordeeld of er aanleiding toe bestaat de beroepen in te stellen waarover hij beschikt. De artikelen 2 en 3 van de genoemde wet van 29 juli 1991 verplichten de overheid ertoe in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen en dit op een "afdoende" wijze. Het begrip "afdoende" impliceert dat de opgelegde motivering in rechte en in feite evenredig moet zijn aan het gewicht van de genomen beslissing. Hetzelfde geldt voor de opgeworpen schending van artikel 62 van de Vreemdelingenwet.

De bestreden beslissing moet duidelijk de determinerende motieven aangeven op grond waarvan de bestreden beslissing genomen is. In casu geeft de bestreden beslissing duidelijk de motieven en de juridische grond aan op basis waarvan de beslissing is genomen.

Verzoekende partij maakt niet duidelijk op welk punt deze motivering haar niet in staat stelt te begrijpen op welke juridische en feitelijke gegevens de bestreden beslissing is genomen derwijze dat hierdoor niet zou zijn voldaan aan het doel van de artikelen 2 en 3 van de genoemde wet van 29 juli 1991 en artikel 62 van de vreemdelingenwet.

2.3. Daargelaten de vraag of verzoeker gehoord diende te worden door de gemachtigde alvorens hem een inreisverbod werd afgegeven, merkt de Raad op dat luidens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie een schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het recht om te worden gehoord, naar Unierecht pas tot nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, M.G. e.a., ro. 38 met verwijzing naar de

arresten van 14 februari 1990, *Frankrijk/Commissie*, C-301/87, Jurispr. blz. I-307, punt 31; 5 oktober 2000, *Duitsland/Commissie*, C-288/96, Jurispr. blz. I-8237, punt 101; 1 oktober 2009, *Foshan Shunde Yongjian Housewares & Hardware/Raad*, C-141/08 P, Jurispr. blz. I-9147, punt 94, en 6 september 2012, *Storck/BHIM*, C-96/11 P, punt 80).

Hieruit volgt dat *in casu* niet elke onregelmatigheid bij de uitoefening van het hoorrecht tijdens een administratieve procedure, in dit geval de besluitvorming inzake het opleggen van een inreisverbod, een schending van het hoorrecht oplevert. Voorts is niet elk verzuim om het hoorrecht te eerbiedigen zodanig dat dit stelselmatig tot de onrechtmatigheid van het genomen besluit, *in casu* het inreisverbod, leidt. (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, *M.G. e.a.*, ro. 39)

Om een dergelijke onrechtmatigheid te constateren, dient de Raad *in casu* aan de hand van de specifieke feitelijke en juridische omstandigheden van het geval na te gaan of er sprake is van een onregelmatigheid die het hoorrecht op zodanig wijze aantast dat de besluitvorming in kwestie een andere afloop had kunnen hebben, met name omdat verzoeker *in casu* specifieke omstandigheden had kunnen aanvoeren die na een individueel onderzoek het opleggen van een inreisverbod of de vaststelling van de duur van het inreisverbod hadden kunnen beïnvloeden. (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, *M.G. e.a.*, ro. 40)

In casu, stelt de Raad vast dat verzoeker zich beperkt tot een algemene verwijzing naar artikel 41 Handvest en de richtlijn 2008/115/EG, en verzoeker niet concretiseert welke specifieke omstandigheden hij dan wel zou hebben aangevoerd binnen het kader van het hoorrecht die zouden hebben kunnen leiden tot een andere afloop van de administratieve procedure, met name een niet-afgifte van het inreisverbod of het vaststellen van een kortere duur van het inreisverbod. Verzoeker beperkt zich tot een theoretische discussie die niet tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden.

2.4. Waar de verzoekende partij voorts wijst op een schending van artikel 3 van het EVRM en artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet, merkt de Raad op dat dit betoog betrekking heeft op de verwijderingsmaatregel en niet op het inreisverbod. De verwijderingsmaatregel is echter niet het voorwerp van onderhavige procedure zodat dit betoog niet dienstig is. De Raad wijst er daarenboven nog ten overvloede op dat de verzoekende partij zich in deze beperkt tot een loutere theoretische uiteenzetting. Zij maakt echter op geen enkele concrete wijze aannemelijk waarom *in casu* artikel 3 van het EVRM geschonden zou zijn, of met welke concrete elementen eigen aan haar geval geen rekening zou gehouden zijn

2.5. In een derde onderdeel voert de verzoekende partij de schending aan van artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet.

De Raad stelt echter opnieuw vast dat de verzoekende partij op geen enkele concrete wijze aannemelijk maakt met welke specifieke omstandigheden van haar geval de verwerende partij dan wel geen rekening zou gehouden hebben bij het nemen van de bestreden beslissing.

De Raad stelt bovendien vast dat niet alleen een inreisverbod van twee jaar opgelegd omdat “voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan maar tevens omdat “*Betrokkene heeft niet getwijfeld om op illegale wijze in België te verblijven. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel*”. Door te motiveren dat het inreisverbod twee jaar bedraagt aangezien verzoekende partij niet getwijfeld heeft om op illegale wijze in België te verblijven en gelet op het belang van de immigratiecontrole, heeft verweerder wel degelijk rekening gehouden met de *in casu* specifieke omstandigheden van het geval. De bestreden beslissing is derhalve duidelijk uitgebreider gemotiveerd dan de verzoekende partij voorhoudt.

De verzoekende partij maakt op geen enkele concrete wijze aannemelijk waarom voornoemde motivering voor het opleggen van een inreisverbod van 2 jaar kennelijk onredelijk zou zijn. Zij betwist overigens niet dat zij niet getwijfeld heeft om op illegale wijze in België te verblijven.

2.6. Uit voorgaande bespreking is gebleken dat de verzoekende partij de schending van de door haar opgeworpen bepalingen en beginselen niet aannemelijk heeft gemaakt, noch heeft zij aannemelijk gemaakt dat de bestreden beslissing op kennelijk onredelijke wijze werd genomen.

2.7. De Raad stelt tenslotte vast dat de verzoekende partij op geen enkele concrete wijze uiteenzet waarom of op welke wijze de bestreden beslissing artikel 7 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM schendt. Dit onderdeel van het enig middel is niet ontvankelijk.

2.8. Het enig middel is, in zoverre het ontvankelijk is, niet gegrond

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op vier december tweeduizend vijftien door:

mevr. S. DE MUYLDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. C. VAN DEN WYNGAERT,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

C. VAN DEN WYNGAERT

S. DE MUYLDER